



Belga

Jean Bricmont⁽¹⁾ prend souvent la parole pour dénoncer les justifications fumeuses mises en avant dans le conflit irakien. D'après lui, la nature du régime irakien ne constitue qu'un prétexte pour changer un régime qui n'est pas suffisamment favorable aux Etats-Unis. Cette idée n'est pas nouvelle, mais la critique qu'il essuie prouve que cette idée n'est pas évidente parmi les intellectuels européens.

"La communauté internationale est une expression politiquement correcte pour désigner le condominium impérial". C'est ainsi qu'il pourfend les mécanismes de pressions mis en place par les Etats-Unis, et la mauvaise foi justifiant ceux-ci, puisque tout ce qui n'est pas réglé par la pression sera réglé par la force. "Les Etats-Unis veulent instrumentaliser l'ONU pour donner une légitimité à leurs interventions mais jamais ils n'acceptent réellement que l'ONU limite leurs ambitions".

(1). Jean Bricmont est professeur de physique théorique à l'UCL. C'est un scientifique engagé, qui dénonce les déséquilibres Nord-Sud et soutient la lutte anti-impérialiste.

Une mainmise idéologique

Contrastes : Vous considérez comme abusive la justification de la guerre par la nature du régime et vous allez même explicitement jusqu'à ne pas critiquer le régime de Saddam Hussein, ce qui vous vaut de nombreuses critiques. Pouvez-vous nous expliquer votre point de vue ?

Jean Bricmont : Dès que j'ouvre la bouche sur le sujet, on me demande de commencer par renforcer la propagande en condamnant le régime de Saddam Hussein.

Comme dans toutes les guerres, la stratégie

consiste à personnifier l'adversaire. La première guerre mondiale a été menée soi-disant contre Guillaume II, l'empereur d'Allemagne. Quand la guerre a été terminée, il a émigré en Hollande, où il a vécu en paix.

Je suis d'accord avec le fait qu'on a le droit de se défendre quand on est agressé. Mais je n'accepte pas les concepts de « guerre préventive » ou de « guerre humanitaire », de « droit d'ingérence », etc. J'estime que la discussion sur le régime, on pourrait la mener avec des Irakiens, avec des partisans du



Irak-USA :

L'empire contre- attaque

Au regard des intérêts idéologiques, économiques, stratégiques et politiques des États-Unis, on comprend pourquoi l'Irak risque bien de n'être que l'acte un d'un film de guerre qui n'est hélas pas de la fiction. Le "reste du monde" (ONU, opinion internationale) va-t-il rester spectateur face à la croisade américaine ?

régime, si j'en rencontrais. Mais là où je vis, c'est-à-dire ici, la dénonciation du régime, qu'elle soit correcte ou excessive peu importe, est simplement un mécanisme d'intimidation idéologique utilisé par les partisans de la guerre. Notez que personne ne me demande de dénoncer d'autres régimes, mettons Ougandais ou Pakistanais. Pourquoi ? Simplement parce que personne ne propose de leur faire la guerre. Mon attitude n'est pas une défense du régime, mais une forme d'objection de conscience idéologique face à la propagande de guerre.

Il en va de même pour le désarmement ?

Je trouve intéressant d'observer la réaction des Nord-Coréens qui ont dit que loin d'éviter la guerre, le désarmement pacifique d'un régime la provoque.

Pourquoi ?

Parce qu'on a désarmé pacifiquement l'Irak et puis on l'a attaqué ! Il me paraît évident que, vu les tensions qui existent dans le monde, tensions renforcées par les guerres et les occupations, tous les régimes, démocratiques ou pas, chercheront à

s'armer... Il ne faut tout de même pas oublier que les armes de destruction massive sont concentrées dans les pays démocratiques ! Je voudrais bien comprendre au nom de quoi un régime arabe démocratique ne chercherait à posséder de telles armes, pour faire face à la menace israélienne qui possède 100 ou 200 bombes atomiques. D'ailleurs, la résolution 687 qui prône le désarmement de l'Irak, dans son article 14, parle de l'élimination des armes de destruction massive dans tout

le Moyen-Orient. Or, tout le monde sait qu'il y a des armes de destruction massive en Israël. Au nom de quoi les Arabes ne pourraient-ils pas considérer cela comme une menace. Après tout, si les Israéliens les construisent, c'est pour quoi ? Comme outil de dissuasion face au monde arabe ! Dans toute cette région, il y a des tensions. Même si Gandhi gouvernait l'Irak, il chercherait à s'armer à cause de ces tensions.

L'équilibre de la terreur est peut-être quelque chose de déplaisant, mais le monopole de la terreur n'est pas nécessairement préférable ; en tout cas pas pour celui qui ne l'a pas. Je pense qu'il faut séparer la question des

« Il ne faut tout de même pas oublier que les armes de destruction massive sont concentrées dans les pays démocratiques »

armes de destruction massive de la nature du régime, parce que je ne crois pas que les Américains seraient contents qu'un régime démocratique, quelque part dans le monde, et échappant à leur contrôle, possède des armes de destruction massive... Donc ça, c'est un premier aspect. L'autre aspect c'est que pour l'instant, on n'a toujours pas trouvé d'armes de destruction massive. Demain on en trouvera peut-être, mais il faut quand même se rappeler qu'il y a eu un grand nombre de fausses preuves avancées avant la guerre. Donc il ne faut pas être trop crédule vis-à-vis des preuves qu'on va trouver demain. Et d'autre part, qu'est-ce que cela indique ? Supposons qu'ils aient des armes, et que le régime ne les utilise pas, jusqu'au moment où il s'effondre complètement : comment peut-on considérer cela comme une menace pour les Etats-Unis ? C'est absurde.

La question de la résolution 1441, là je reconnais que je me suis trompé légèrement dans le sens où j'ai cru, et je crois toujours que c'était l'intention, que c'était une façon de légitimer la guerre. Mais la réponse irakienne a été d'accepter des concessions, des compromis etc... A cause de cela, la dynamique a été dans l'autre sens : les Américains ont été d'échec en échec, jusqu'à ce qu'ils utilisent la force. Là, évidemment, ils sont tout puissants. Ils veulent une démocratie en Irak, et bien chiche ! Qu'ils fassent des élections ! Pourquoi n'en fait-on pas en Egypte, ou en Afghanistan ? La réponse est

simple : là où il y a des élections, en Algérie, en Turquie ou au Pakistan, les vainqueurs sont souvent des partis musulmans qui ne sont pas ce que l'Occident souhaite. L'erreur que les Occidentaux font, c'est de confondre démocratique et pro-occidental. Mais là où il y a des conflits d'intérêts, entre producteurs et consommateurs de matières premières par exemple, plus les élections seront libres, plus elles auront tendance à mener au pouvoir des partis qu'on dénoncera ici comme « nationalistes » ou « religieux ».

Donc pour vous, une des manières pour les Etats-Unis d'appuyer leur hégémonie dans le monde c'est de poser des régimes qui sont pro-occidentaux, à ne pas confondre avec des régimes démocratiques ? Quitte même à favoriser des dictatures ?

Je pense qu'il est important de comprendre qu'ils ne soutiennent pas nécessairement toujours des dictatures : ils veulent des Etats qui leur sont inféodés. Si ce sont des dictatures qui leur échappent, ils veulent la démocratie dans la mesure où cela mènera à des Etats

« Ils veulent des Etats qui leur sont inféodés. Si ce sont des dictatures qui leur échappent, ils veulent la démocratie. Si ce sont des démocraties qui leur échappent, ils préféreront les dictatures. C'est aussi simple que cela »

faibles. Si ce sont des démocraties qui leur échappent, comme Allende au Chili ou Chavez au Venezuela (et bien d'autres), ils préféreront les dictatures. C'est aussi simple que cela. C'est une

erreur de croire que c'est la démocratie qui est préférée en soi.

Ce n'est donc pas la qualité du régime qui justifie l'intervention, d'après vous, mais le fait qu'il soit critique vis-à-vis des Etats-Unis...

Oui, sous quelque forme que ce soit. ... Bien sûr, pour justifier les choses, les prétextes changent d'un moment à l'autre. Quand il y avait l'Afghanistan, c'était la situation des femmes. Mais en Irak, la situation des femmes était plus satisfaisante, alors ce sont les armes de destruction massive qui servent de prétexte.

Il y a chaque fois une « cause » qu'on isole de tout le contexte, qui est considérée comme la seule question importante du moment et qui est utilisée pour renverser les régimes qui ne plaisent



pas.

Quelle analyse faites-vous des systèmes de domination des Etats-Unis ?

Réels ou idéologiques ?

Ceux qui vous semblent importants...

Sur le plan réel, il est clair que tous les moyens sont utilisés en fonction des circonstances. Vous avez l'embargo, le sabotage économique, l'utilisation de gens comme Saddam Hussein (dans le passé), la CIA, la guerre... Tous les moyens sont utilisés contre des tas de régimes différents : contre des mouvements indépendants en Afrique australe, des mouvements d'émancipation en Amérique latine, contre des régimes réformistes ou pas, radicaux, pas radicaux... Donc il faut se rendre compte du caractère extrêmement immoral du pouvoir de domination des Etats-Unis. J'ai par conséquent du mal à considérer que ma responsabilité morale est de joindre ma voix au chœur de la démonisation lorsque celle-ci est clairement un outil de la propagande de guerre. C'est tout. C'est une question de morale (du moins quand je m'ex-

« Il y a toujours une cause qu'on isole de tout le contexte, et qui est prise comme la seule question importante du moment et qui est utilisée pour renverser les régimes qui ne plaisent pas »

prime ici, pas si je m'exprime ailleurs, en Irak par exemple, ce serait autre chose).

D'après certaines critiques, je devrais me joindre à ce chœur pour gagner en crédibilité et en respectabilité, mais je rejette cette sorte de présomption de culpabilité. Moi je ne suis coupable de rien. Si des gens n'aiment pas Saddam Hussein, ils n'ont qu'à s'adresser à ceux qui l'ont aidé au moment de la guerre Iran-Irak, qui lui ont fourni des armes au moment de ses pires crimes et qui ont utilisé son parti pour se débarrasser de la gauche irakienne dans les années 60... c'est-à-dire aux Etats-Unis. Je n'ai pas fait ça. Je veux une opposition à la guerre sans complexe. Parce que beaucoup de gens ont un complexe de culpabilité lorsqu'on leur dit sans arrêt : « ah, si vous êtes opposé à la guerre, c'est que vous êtes avec Saddam Hussein ! ». Ca n'a aucun sens ! Qu'est-ce qu'on a fait pour le soutenir ? Je n'ai jamais envoyé d'armes en Irak, les Américains bien !

Donc tout cela est aussi lié au prétexte mis en avant dans les médias : on peut faire la guerre à un pays quand l'actualité internationale fournit un prétexte. Mais quand il n'y a pas de prétexte, tout le monde se tait sur ce pays-là ?

Oui, et aussi le fait qu'aujourd'hui, que connaît-on de l'Afghanistan ? Combien

de femmes ont une burka en Afghanistan ? Est-ce que les femmes sont plus libres ? Je ne dis pas que c'est faux, je n'ai simplement pas d'information. Je cherche des informations mais ça n'intéresse plus personne. Au moment de la guerre, il y a une focalisation intense. L'Irak va disparaître du collimateur des médias ; il sera très difficile de savoir ce qui se passe en Irak une fois que les Etats-Unis y auront installé un régime à leur solde.

Vous refusez le concept de guerre humanitaire, de

puisse marcher malgré l'in vraisemblance de cette idée montre la force du système de propagande. La guerre humanitaire, c'est plutôt l'opium des intellectuels. La plupart des gens ont assez de bon sens pour savoir que, si on veut agir de façon humanitaire, il y a d'autres choses à faire que la guerre. Mais beaucoup d'intellectuels sont trop bien informés pour croire que l'Irak est une menace pour les Etats-Unis. Néanmoins, ils veulent trouver des arguments qui justifient l'action de leurs gouvernements. Pour cela ils inventent des choses comme les guerres humanitaires. Comme le disait Orwell (dans un tout autre contexte), il faut appartenir à l'intelligentsia pour croire des choses pareilles !

cela reste à voir.

A côté de cela, il y a ce que je souhaite : ce que je souhaite c'est que le mouvement de la paix qui s'est développé récemment ne s'arrête pas, qu'il s'approfondisse. Il y a beaucoup de choses qu'on peut faire : par exemple s'opposer à la présence de bases américaines partout dans le monde. Tout empire a besoin de bases, d'une part pour contrôler, d'autre part pour avoir des postes avancés qu'il faut toujours défendre.

Interview réalisée par Cécile Cornet



M. Di Nanno

guerre préventive, ainsi que l'utilisation de la peur comme justification de la guerre. Est-ce d'après vous une manière pour les Etats-Unis d'avoir une main-mise sur le reste du monde ?

La peur, par exemple l'idée que l'Irak est une menace pour les Etats-Unis, est un mécanisme idéologique destiné à la majorité de la population. Que cela

Comment interprétez-vous le durcissement de ton des Etats-Unis vis-à-vis de la Syrie ?

Ils ont dit qu'ils voulaient refaire tout le Moyen-Orient, donc ce n'est pas nouveau. Et refaire un Moyen-Orient pro-occidental, et accommodant vis-à-vis d'Israël. Mais comment ils vont combiner cela avec une façade démocratique,

La guerre en Irak et les autres que Bush annonce sont des chapitres d'une guerre globale, celle que les Etats-Unis mènent pour la domination économique mondiale.



Pourquoi font-ils ces guerres ? Laissons la parole au président Clinton, parlant devant des fonctionnaires américains à Washington, le 23 mars 99, au moment où il s'apprête à déclencher les bombardements sur la Yougoslavie : «*Si nous voulons des relations économiques solides, nous permettant de vendre dans le monde entier, il faut que l'Europe soit la clé... C'est de cela qu'il s'agit avec toute cette chose (sic) du Kosovo.*» Bref, la guerre a pour but d'installer l'OTAN comme gendarme nécessaire pour la domination des Etats-Unis sur le continent européen.

Un éditorialiste du *New York Times* le confirme au même moment : «*Pour que la globalisation marche, l'Amérique ne doit pas craindre d'agir comme la superpuissance omnipotente qu'elle est. La main invisible du marché ne fonctionnera jamais sans un poing caché. McDonalds ne peut être prospère sans McDonnell Douglas, le constructeur de l'avion F-15. Et le poing caché qui garantit un monde sûr pour les technologies de la Silicon Valley, ce poing s'appelle armée des Etats-Unis, Air Force, Navy et Marines.*»

« Celui qui contrôle le pétrole peut continuer à diriger le monde »

Pourquoi font-ils ces guerres ?

En fait, depuis la chute du Mur de Berlin, toutes les guerres US ont été au service de la « globalisation ». En réalité, pour le droit des multinationales de continuer à imposer leurs règles économiques et sociales injustes, le droit de ne pas payer les matières premières et de piller le Tiers-monde. Et en premier lieu, le pétrole et le gaz. Qui contrôle les routes du pétrole, peut bloquer l'approvisionnement de ses rivaux (Europe, Japon...), les faire chanter et continuer à diriger le monde. Tel est l'objectif permanent de Washington.

La guerre contre la **Yougoslavie** visait à renverser l'autogestion des travailleurs et à faire place nette pour les multinationales. Mais aussi à contrôler le stratégique « corridor énergétique n° 10 » qui passe par Belgrade. Résultat pour les travailleurs ? Le gouvernement que l'OTAN a imposé à Belgrade est celui du FMI. Le prix du pain est passé de 4 à 30 dinars, celui de l'électricité (privatisable) a été multiplié par quatre, la Banque mondiale veut licencier 800.000 travailleurs et le droit de grève vient d'être interdit !

Le soutien à Ben Laden et aux talibans, puis le renversement de ceux-ci, visaient à permettre la construction en **Afghanistan** du gazoduc de la multinationale US Unocal destiné à desservir toute l'Asie du Sud. Le « président » afghan Karzaï est un employé d'Unocal et dix de ses ministres ont le passeport US. Résultat ? Le trafic de drogue a augmenté.

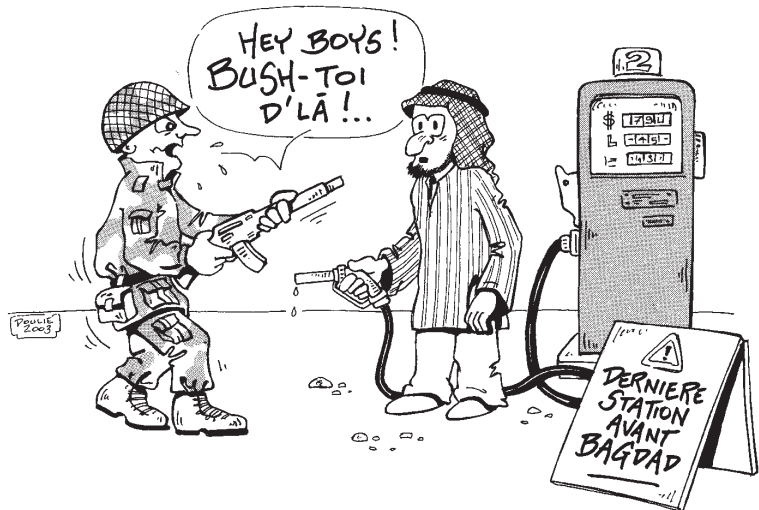
Le soutien au régime brutal et corrompu de la **Colombie** vise certes à

garantir la mainmise US sur le stratégique canal de Panama, mais aussi à contrôler le pétrole colombien d'abord, vénézuélien ensuite en empêchant une alliance entre ces deux pays et l'Equateur. Ceux qui prétendent imposer la démocratie en Irak n'ont pas hésité à tenter un coup d'Etat contre le président élu du **Venezuela**, Chavès.

Le soutien US aux milices islamistes, notamment de Ben Laden, actives en **Tchéchénie**, et leur approvisionnement en armes visent à affaiblir la Russie et à la chasser des si lucratives routes du pétrole dans cette région.

Bref, partout, les multinationales pétrolières américaines cherchent à imposer des tracés de pipe-lines contrôlés par elles-mêmes : Afghanistan, Kurdistan, Caucase, Bulgarie - Macédoine - Albanie, et on en parle à présent aussi à propos de la Corée et de divers pays d'Afrique. Et dans chacune de ces régions, les Etats-Unis manoeuvrent pour installer leurs bases militaires. Partout donc, mais de façon clandestine, les Etats-Unis provoquent ou excitent des conflits en soutenant les pires racistes, les pires terroristes, les pires fanatiques. Ce qui nécessite des prétextes et des médiations songes, que la gauche n'a pas toujours su démasquer.

Au **Kosovo**, par exemple, leurs protégés de l'UCK appliquent impunément leur programme annoncé : nettoyage ethnique chassant toutes les minorités (Serbes, Juifs, Roms, Turcs, Musulmans, Gorans...) et trafics maffieux (drogue, armes, prostitution). Sous les yeux et



avec la bénédiction des Etats-Unis qui ont installé, à côté du futur pipeline, l'énorme base militaire de Camp Bondsteel : des pistes pour bombardiers (!), louées 99 ans et permettant d'atteindre le Moyen-Orient, le Caucase, Moscou. Et un jour l'Europe ?

« **La cause des guerres, c'est l'aggravation du système économique** »

Car la guerre pour l'or noir a aussi pour but de priver la **France** et **l'Allemagne** de leurs débouchés et approvisionnements en Irak, en Iran, etc. De même, la stratégie militariste et la course aux armements ont pour but d'empêcher la création de l'Euro-armée. Laquelle permettrait de mener les mêmes guerres que l'armée américaine, mais pour le compte des multinationales européennes.

Le militarisme et la multiplication des guerres ne tombent pas du ciel et ne sont pas dus à la personnalité de tel ou tel président. Ce sont les multinationales américaines qui ont décidé de favoriser l'élection de Bush, le tricheur non élu. En fait, la cause des guerres, c'est l'aggravation de la crise économique. Inévitable dans ce système puisque le « meilleur patron », applaudi par les Bourses, c'est celui qui annonce un plan de licenciement de dix mille ou quinze mille travailleurs de par le monde. Mais si vous licenciez et baissez les salaires autant que vous pouvez, à qui vendrez-vous ?

Cette absurdité sape la base économique d'un développement général et harmonieux. Cette contradiction incontournable impose une bataille accrue pour contrôler les régions et matières stratégiques, afin d'en priver les rivaux. Le monde est

partagé comme un gâteau. Et comme il est partagé depuis longtemps, la seule manière pour une grande puissance d'améliorer sa

situation est de rafler les morceaux échus à d'autres. Par la guerre.

« **Soutenir l'Euro-armée n'est pas une solution** »

Les guerres multiples que Bush annonce (Iran, Syrie, Corée, Colombie, Cuba etc...) ne sont que des chapitres d'une guerre globale. La recolonisation brutale de toute la planète, l'imposition d'une dictature encore plus étendue que celle dont rêvait Hitler. La proie décisive étant la **Chine**, avec son immense marché, son taux de croissance phénoménal. Avant de s'en prendre un jour à **l'Europe** ?

Mais soutenir l'Euro-armée n'est pas la solution. Quand Chirac envoie l'armée française en Afrique pour soutenir les pires dictatures et favoriser Total ou Bouygues, il fait la même chose que Bush en plus petit. Et si Bush avait offert à TotalFina sa part du gâteau irakien, on n'aurait pas entendu Chirac.

C'est donc aux travailleurs et à leurs organisations de définir leur propre

alternative : la solidarité de ceux d'en bas contre ceux d'en haut. « Quand les riches se font la guerre, ce sont les pauvres qui meurent », écrivait Jean-Paul Sartre. L'urgence est donc la création d'un front international contre la guerre, pour le droit à l'autodétermination, c'est-à-dire le droit de chaque nation à choisir son destin, son système social, son mode de développement économique. Développer partout (entreprises, associations, quartiers et surtout écoles) des comités d'information, de débat et de mobilisation. Car l'humanité court un danger terrible.

Voilà. En m'excusant du caractère schématique du présent texte. En quelques lignes, il n'était pas possible d'argumenter et de prouver ces thèses par des faits concrets. A prendre donc, comme un appel pour lancer le débat au sein du mouvement ouvrier et progressiste.

Michel Collon
michel.collon@skynet.be

Michel Collon est journaliste. Il écrit notamment dans l'hebdomadaire Solidaire et publie de nombreux livres sur la guerre et les médias.

A consulter aussi

<http://www.cyberhumanisme.org/index2.html>
<http://www.attac.info/>
<http://www.dh-rezo.org/>
<http://infoguerre.com/>
<http://www.ege.eslsc.fr/fr/larege/>
<http://news.zdnet.fr/story/0,,t118-s2061119,00.html>
<http://www.paxhumana.info/fr.php3>
http://infos.samizdat.net/article.php3?id_article=208
<http://www.reseauvoltaire.net/>
<http://www.antiimperialista.com/fr/>
<http://www.lemonde.fr/article/0,5987,3462-317425-,00.html>
<http://www.lalibre.be>
<http://www.francetv.fr/commun/evenements/irak/encadre03.php>
<http://altermundus.net/>
<http://www.amnestyinternational.be/>

Les sites n'engagent que leurs auteurs.
A consulter avec votre regard critique habituel...

Qui donc possède la légitimité d'établir que tel ou tel régime est détestable et mérite d'être rayé de la carte ? Lorsqu'un Etat, fût-il symbole reconnu de démocratie, décide seul de s'octroyer cette légitimité et de s'ériger en gendarme du monde, chacun est en droit de craindre le pire.

Non seulement craindre que cet Etat ne s'arrête pas en si « mauvais » chemin et s'en prenne à d'autres régimes qu'il jugerait détestables (les menaces américaines à l'encontre de la Syrie en sont le meilleur exemple). Mais craindre également que d'autres Etats s'arrogent le droit d'adopter une attitude similaire. La porte est alors grande ouverte à la déconstruction du droit international et des outils de maintien de la paix.

C'est malheureusement bien ce triste spectacle que nous propose aujourd'hui la scène internationale. Le risque est grand de (re)voir prédominer des logiques d'empire, dictées par les valeurs et intérêts du plus puissant, au détriment de la concertation et du dialogue politique.

L'ONU au pilori

L'offensive américaine et des forces "de coalition" en Irak, menée sans l'aval des Nations Unies, met en péril la crédibilité et même l'avenir de l'Institution.

Guerre préventive...

Flash-back sur l'écartèlement de l'ONU. Septembre 2002, le président Bush présente son rapport « une décennie de mensonge et de défi » devant le conseil de sécurité. Trois reproches principaux dans son argumentation face au problème irakien : le non-respect par le régime de Saddam Hussein de 16 résolutions de l'ONU ; la possession d'armes de destruction massive ; les violations des droits de l'homme. Ce rapport de Washington amène le Conseil de sécu-

rité à adopter la désormais célèbre « résolution 1441 », qui renforce le régime d'inspection visant à vérifier le processus de désarmement de l'Irak. Rien de plus.

L'argumentation de Georges Bush justifie-t-elle une guerre de grande envergure, au nom d'une menace sur l'humanité que constituerait l'Irak ? C'est sur cette question que les Nations Unies vont se diviser.

Les observateurs parleront désormais des « belligérants » (les USA et quelques autres dont la GB, l'Australie, l'Espagne,...) et du « camp de la paix », emmené par l'axe Paris-Berlin-Moscou et renforcé par une partie importante de l'opinion mondiale.

...contre voie politique

Les opposants à la guerre reconnaissent la gravité des reproches formulés à l'encontre de Bagdad, mais estiment que ces mêmes accusations pourraient être développées à l'égard de bien d'autres dictatures, souvent amies des Etats-Unis, et contre lesquelles personne ne songe déclarer une guerre. (Arabie Saoudite, Pakistan, Egypte ...) D'autre part, le régime irakien, soumis à un embargo dévastateur depuis 12

L'ONU

en bref

Quand ?

L'idée de construire la paix entre les nations remonte au XVIII^e siècle. Elle se concrétise réellement au sortir de la première guerre mondiale avec la SDN (Société des Nations). La seconde guerre sonne le glas d'une SDN sans pouvoirs réels, qui n'a pu empêcher le conflit.

L'ONU est créée en octobre 1945 par la « Charte des Nations Unies ». La SDN est dissoute officiellement en avril 46, et remplacée par l'ONU à qui les pays fondateurs donnent davantage de pouvoirs.

Qui ?

191 Etats en sont membres. Seuls le Vatican et Taïwan n'en font pas partie.

Quels objectifs ?

Maintien de la paix et sécurité internationale.

Développement de relations amicales entre les nations et coopération économique, sociale, culturelle et humanitaire.

Renforcement du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Quelles composantes ?

L'Assemblée générale réunit tous les membres, au moins une fois par an. Elle élit le Conseil de sécurité (voir schéma), chargé de gérer les crises et tenter de maintenir la paix. Il peut

prendre des sanctions contre les Etats et autoriser l'usage de la force armée.

Il adopte des résolutions, qui s'imposent, comme des lois, aux pays membres.

Droit de veto ?

Les cinq membres permanents du conseil en disposent : ils peuvent bloquer une décision, même prise par une majorité du Conseil.

Le secrétariat général

C'est la cellule permanente de l'ONU. Elle compte 6000 fonctionnaires et est dirigée par le Secrétaire général (actuellement Koffi Annan) nommé pour 5 ans par l'Assemblée générale.

ans, constitue-t-il une réelle menace imminente ? De plus, le camp de la paix estime que la mission des inspecteurs de l'ONU progresse et qu'il faut donc plus que jamais tabler sur cette voie.

En février 2003, Washington subit deux revers de taille à l'ONU dans sa tentative de convaincre. La présentation de « preuves » par Colin Powell, annoncée à grand renfort médiatique, fait un flop au Conseil de sécurité. La semaine suivante, le rapport des inspecteurs est plutôt positif sur l'attitude de Bagdad. Simultanément, la France conteste la réalité des liens évoqués par C. Powell

entre l'Irak et le réseau de Ben Laden.

La rupture est consommée. L'ONU n'aura pas le temps de décider. Les Etats-Unis et leurs alliés choisissent d'entrer en guerre à la mi-mars, auto-justifiés par la théorie d'une guerre « préventive » à l'encontre d'un Etat jugé, par eux-mêmes, hors-la-loi.

Comme l'écrit Ignacio Ramonet ⁽¹⁾ : « Les Etats-Unis commencent à s'installer dans le confort d'un monde unipolaire dominé par la force de leur instrument militaire. ». Convaincus qu'il faut au contraire un monde multipolaire et qu'une puissance seule ne peut

assurer l'ordre du monde, les opposants à la guerre ont tenté de faire contrepoids au sein de l'ONU.

La fin de l'ONU ?

Jamais dans son histoire, le Conseil de sécurité ne s'est aussi radicalement divisé. L'enjeu d'aujourd'hui est bien de retrouver une certaine unité, sans laquelle l'ONU est vouée à la paralysie. L'après-guerre réempruntera-t-elle le chemin de la légitimité internationale, sur des questions aussi fondamentales que la reconstruction de l'Irak et la mise en place du nouveau régime ? A l'heure où Washington ne se prive pas de clamer tout le mal qu'il pense de l'Insti-

tution et estime que « l'ONU n'a connu que des échecs » (C.Rice, conseillère de G. Bush), peut-on réellement l'espérer ?

Jean-Michel Charlier

(1) Le Monde diplomatique, mars 2003.
Autres sources : L'ONU, Amine Touati ; Le Vif, 31/1/03 ; Le Monde, 15/4/03.

Le Conseil de sécurité

Le Conseil de sécurité de l'ONU est composé de 15 membres. 5 sont permanents. 10 sont élus pour 2 ans par l'Assemblée générale (renouvelable par moitié chaque année). Son rôle : le maintien de la paix et de la sécurité internationale.

